

*Question:* Dans les circonstances actuelles, croyez-vous que du point de vue de l'Ouest, le Royaume-Uni a bien fait de reconnaître la Chine communiste? Est-il avantageux d'avoir un représentant britannique à Pékin?

*M. Eden:* Voilà une question sur laquelle bien des gens peuvent avoir des points de vue différents. Pendant longtemps nos représentants à Pékin n'ont eu à peu près aucun contact avec la Chine communiste. Dans la pratique, nous avons reconnu Pékin qui ne nous a pas reconnus, du moins pas de façon perceptible. Cet état de choses a duré quelque temps. Puis après la Conférence de Genève les contacts se sont multipliés, des contacts sûrement utiles et pas seulement pour nous, je crois. Je me contenterai de dire qu'à mon sens c'est affaire d'opinion et de jugement et que les meilleurs amis peuvent entretenir à ce sujet des opinions divergentes ou différentes. De façon générale, la reconnaissance des pays étrangers ne se fonde pas, pour nous, comme certains semblent le croire, sur l'approbation ou la désapprobation, mais elle s'assimile à ce que nous croyons être la reconnaissance d'un état de fait.

\* \* \* \*

*Question:* En ce qui concerne la Palestine, il a été question pendant que vous étiez à Washington que le Canada fournisse des observateurs agissant comme une sorte d'agents de police. Si le Canada prend une décision dans ce sens, comment envisagez-vous les difficultés qui pourront en résulter pour le général Burns, Canadien au service des Nations Unies, et comment conciliez-vous la présence du général Burns avec l'affectation possible de Canadiens à l'équipe de trêve?

*M. Eden:* Je crois qu'il existe un malentendu à ce sujet. Ce que nous envisageons c'est que le nombre des observateurs travaillant dans le cadre des Nations Unies pourrait être augmenté avec avantage. Il est évident que la question relève des Nations Unies. C'est des Nations Unies que le général Burns détient son mandat. Si l'on décide d'augmenter l'effectif, on le fera sûrement en recrutant de nouveaux observateurs au sein d'un certain nombre de pays, dont le vôtre et le nôtre sans doute. Je n'ai jamais entendu parler d'aucune proposition précise, et nous n'en avons sûrement aucune à l'esprit, visant à fixer une tâche spéciale quelconque au Canada.

*M. Lloyd:* Les Nations Unies sont le principal organisme de surveillance et les observateurs à recruter serviraient dans cet organisme. Il n'a pas été question d'envoyer un contingent national.

\* \* \* \*

*Question:* Il a été fait mention à deux reprises hier de la « bombe à hydrogène »; allons-nous en poursuivre le développement, sachant que peut-être l'ennemi dispose d'un stock considérable de ces engins?

*M. Eden:* Vous demandez en quoi le danger est accru du fait que trois pays possèdent ou posséderont la bombe à hydrogène? J'ai tenté d'expliquer à Washington qu'à mon sens cela crée un certain préventif de part et d'autre. Il est bon qu'il en soit ainsi parce qu'aucun pays au fait de la situation n'osera soulever de trouble majeur; c'est ce que j'appelle l'avantage négatif, l'avantage du préventif. Cela ne résout aucun de nos problèmes mais les empêche d'éclater même si la bombe elle-même éclate.

\* \* \* \*